

Arrêté préfectoral du 18 MARS 2025
portant levée de mise en demeure prise à l'encontre de la SAS Carrières de
Cambounès, exploitant une carrière de calcaire
située lieux-dits Le causse-Puech Pilo – 81260 CAMBOUNES,

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019 autorisant la société SAS Carrières de Cambounès à exploiter une carrière de calcaire lieux-dits « Le causse-Puech Pilo » de la commune de Cambounès – 81260 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 31 mai 2024 mettant en demeure la société SAS carrière de Cambounès, exploitant une carrière de calcaire, située lieux-dits *Le causse-Puech Pilo* – 81260 CAMBOUNES, de respecter dans un délai de 6 mois, les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 2019 ;
- Considérant** que la société SAS Carrière de Cambounès a mis en place un séparateur d'hydrocarbures reliée à l'aire de ravitaillement des engins ;
- Considérant** que la société SAS Carrière de Cambounès a satisfait aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé du 31 mai 2024 ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral du 31 mai 2024 mettant en demeure la société SAS Carrière de Cambounès sise route de Brassac – 81260 Cambounès de respecter les dispositions de l'article PP2 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2019, est abrogé à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site : <http://www.telerecours.fr>.

Le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification du présent arrêté.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Article 3 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Cambounès en vue de l'information des tiers.

Le même arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de deux mois.

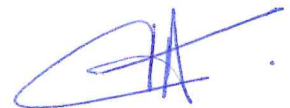
Article 4 : Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Cambounès sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant

Fait à Albi, le **18 MARS 2025**

Pour le préfet et par délégation,

Le sous-préfet,



Laurent GANDRA-MORENO